



www.capen71.fr
contact@capen71.fr

TOURNUS 9 MAI 2021



C'EST MAINTENANT OU JAMAIS...

...**Q**ue nous devons réoccuper l'espace public parce que c'est notre bien commun, parce que c'est à nous qu'il appartient de le protéger des prédateurs, Nous, c'est qui ?

Nous, ce sont les citoyens en lutte attachés à leur territoire urbain et rural qui voyons débouler des aménageurs avec leurs projets aussi inutiles que nuisibles. Nous nous sommes mobilisés pour défendre la nature, les terres artificialisées, les forêts menacées, la biodiversité sacrifiée, le droit bafoué. Par des recours juridiques, des occupations non-violentes, nous avons arraché des victoires locales au prix d'une répression violente. Face aux bétonneurs, nos résistances se sont multipliées. Mais le massacre continue à l'ombre de la pandémie.

Nous sommes des jeunes révoltés qui ont grandi avec une catastrophe écologique, climatique et nucléaire en fond d'écran et la précarité comme horizon. Qui voulons désertir la vie absurde qui a été planifiée. Sous l'état d'urgence permanent et repoussé, nous avons lutté contre la loi travail, les violences policières, le racisme, le sexisme, l'extrême droite. Nous avons fait vivre les ZAD, nous nous mobilisons pour la culture...

Nous sommes des paysans qui s'efforcent encore de proposer une alternative à l'empoisonnement des sols, de l'eau, de l'alimentation par l'agrochimie industrialisée et mondialisée. Des riverains empoisonnés par les pesticides. Des forestiers révoltés. Des citoyens socialement atomisés dans une démocratie malade.

L'économisme a transformé les ressources et la terre en marché qui gaspille son capital. L'ère COVID achève de rendre l'atmosphère irrespirable. Elle dévoile notre dépendance à un système révolu avec lequel nous sommes en rupture. Les gesticulations gouvernementales pour le reconfigurer après la pandémie s'expérimente en ce moment contre nos libertés fondamentales : loi sécurité globale, régime d'exception. La liberté de manifester, celle des associations à alerter et dénoncer, la liberté d'opinion sont menacées.

Le projet de loi Climat et résilience de ce gouvernement français qui sera examiné à partir du 29 mars est totalement insuffisant. Il s'en fout. Il est devenu dangereux pour l'avenir immédiat de l'humanité où notre pays aurait du prendre sa part de responsabilité à temps. Comme auraient du le faire les élus locaux et les institutions locales et régionales, pour la plupart incapables d'anticiper pour s'adapter et qui continuent comme avant.

Tout porte à constater que c'est maintenant ou jamais qu'il nous faut agir ensemble. L'avenir ne doit plus être ce qu'il pourrait arriver malgré nous mais ce que nous allons faire ensemble. Ici et maintenant. La pandémie actuelle et celles à venir sont et seront issues de l'incurie d'un système et d'une oligarchie aveugles, sourdes, égoïstes. Pas de notre complicité.

EXIGEONS HAUT ET FORT UNE VRAIE LOI CLIMAT